

TIZI-OUZOU

Les femmes s'instruisent à Aïn-El-Hammam

Assidues, présentes et armées de bonne volonté, des femmes et des jeunes filles au nombre de 45, âgées entre 22 et 66 ans, se rencontrent deux fois par semaine pour apprendre. Elles viennent de villages parfois éloignés avec beaucoup d'enthousiasme pour le plaisir d'apprendre à lire et à écrire.

Une offre prodigieuse que le Centre national de lutte contre l'analphabétisme en collaboration avec l'association Iqra'a et la maison de jeunes Tahar-Ouessedik de Aïn El-Hammam met au profit de ces femmes.

«La fureur d'apprendre m'est restée depuis plus de soixante ans comme une frustration qui m'a empêché de vivre normalement. Ma mère à laquelle je reproche de m'avoir retirée de l'école coloniale ne connaissait pas la valeur des études à l'époque... mais disons qu'il n'est jamais trop tard pour bien finir et maintenant que mes enfants et petits-enfants font l'université et l'universalité, je peux m'en imprégner», dira en substance une grand-mère de 66 ans.

Elles ne sont pas là pour fuir la corvée quotidienne qui leur colle comme une seconde peau, mais elles se précipitent avec un excès de curiosité pour



Il n'est jamais trop tard.

arriver à l'heure. «Mon but est de savoir d'abord où mettre les pieds dans ce monde où l'illettrisme n'a pas droit de cité», enchaînera sa camarade de classe, âgée de 38 ans.

Celle-ci avoue avoir côtoyé les sœurs blanches (des religieuses) de l'hôpital ex-Sainte-Eugénie de Michelet depuis 1962. Avec une note d'humour, une autre femme, d'une cinquantaine d'années, reprend : «Je veux m'initier à l'arabe pour comprendre les informations à la télévision.» En effet, il n'y a pas de femme qui ne s'est fixée,

entre autres, cet objectif de communiquer, comprendre et se faire comprendre. Il n'y a pas d'âge limite pour acquérir le savoir, il suffit de vouloir avancer. Deux enseignantes s'engagent avec amour – sans toutefois être à leur tour prises en charge – puisque leur serment tient au seul terme du bénévolat.

On nous signale par conséquent le besoin d'un complément de moyens didactiques ou livresques pour accélérer le processus d'enseignement.

A. Saly

LARBAÂ-NATH-IRATHEN

Préparation de la célébration du 20 Avril

La commune de Larbaâ-Nath-Irathen, chef-lieu de daïra disposant d'infrastructures sportives et culturelles, représentante de la zone territoriale de la Kabylie du centre, a été choisie par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou à l'instar de cinq autres communes de la Kabylie du centre et de la Kabylie maritime (Draâ-El-Mizan, Ouadhias, Azazga, Tigzirt, Tizi-Ouzou) pour la célébration du 20 Avril (28^e anniversaire du Printemps berbère), dont les festivités s'étaleront du 13 au 22 avril 2008.

A cet effet, une réunion de travail a été tenue par le P/APC de Larbaâ-Nath-Irathen avec les associations culturelles et sportives à la suite de laquelle un pro-

gramme de festivités à la hauteur de cet événement historique a été concocté. Programme transmis au comité préparatoire chargé de la préparation de la célé-

bration du 20 avril mis sur pied par l'APW sous l'égide de la commission, jeunesse, sports et culture (CJSC). Notons que le financement sera de l'ordre de 100 000 DA pour chaque commune. «Nous ferons de cet événement une large rencontre de la société civile (comités de village, associations, citoyens) dans une ambiance culturelle qui sera empreinte de débats et pour notre jeunesse un concours inter-CEM, des exhibitions

sportives et des tournois. Une opération «ville propre» avec nettoyage des artères de la ville sera faite avec le concours des associations impliquées dans le programme des festivités (mardi 15 avril 2008)», nous dira le P/APC de Larbaâ-Nath-Irathen. Pour rappel, cela fait presque deux décennies que l'APW de Tizi-Ouzou ne s'est pas impliquée directement dans l'organisation des festivités du 20 avril.

Hamid Meradji

DÉLINQUANCE À SAÏDA

296 arrestations et 131 mises sous mandat de dépôt

296 personnes ont été appréhendées au courant du premier trimestre de cette année pour différents délits.

Parmi les personnes interpellées, 255 hommes, 21 femmes, 18 mineurs et 2 d'origine étrangère. 131 ont été placées sous mandat de dépôt après leur présentation devant le parquet alors que 126 ont comparu en citation directe et 39 laissées en liberté provisoire. Pour ce qui est des accidents de la circulation, la wilaya de Saïda déploie, pour le seul premier trimestre 2008,

13 décès survenus à la suite de 12 accidents, et ce, malgré les efforts de contrôle et de surveillance déployés par les services de police qui ont établi 1 705 amendes, dont 1 126 ont été payées.

Les 576 restantes feront l'objet de poursuites judiciaires, note le chef de Sûreté de wilaya, M. Hadj Kouider, lors d'une conférence de presse qu'il a improvisée en son siège samedi dernier. Concernant les infractions urbanistiques, 38 dossiers, dont 4 atteintes aux espaces verts et 9 touchant à l'environnement, ont été transmis à la jus-

tice. S'agissant de la lutte contre l'abattage clandestin d'ovins et de bovins, 73.650 kg de viande rouge ont été saisis. De l'avis de nombreux citoyens, «l'heure est aussi grave qu'elle l'a été du temps du terrorisme et la jonction entre celui-ci et le banditisme n'est pas une simple vue de l'esprit.

Maintenant que le terrorisme est vaincu, du moins dans la wilaya de Saïda, les autorités concernées vont sans doute mieux se consacrer à cette délinquance qui empoisonne la vie des Saïdis.

M. B. Amine

ALGER

«La Carrière» oubliée

Décidément, à travers toutes les cités d'Algérie, les citoyens ne savent plus quoi faire pour améliorer leur cadre de vie. Pour les habitants de la cité La Carrière, dépendant de l'APC d'El Marsa, le silence radio des autorités locales les intrigue et les révolte, eux, qui ne cessent de les solliciter pour se pencher sur les problèmes vécus qui empoisonnent leur quotidien.

D'abord, les habitants des 400 villas appréhendent les fins de journée et les soirées qu'ils préfèrent passer chez eux. Et pour cause, l'éclairage insuffisant les en dissuade. En effet, seule une partie du front de mer est éclairée. Une situation qui perdure depuis une année. Pour ces habitants, circuler dans les rues de leur localité engendre des désagréments vu l'absence de bitumage des rues. Les autorités ont entamé des travaux en ce sens qui s'éternisent depuis deux longs mois dans des petites venelles. «Après les rues embourbées par les pluies, la période estivale arrive à grandes enjambées et c'est la poussière qui polluera l'atmosphère.» Et pourtant, les habitants de ces lieux ne cessent d'alerter par écrit les autorités locales, en vain.

O. K.

MILA

Où est la station Radio locale ?

Annoncée en grande pompe pour l'année 2007 et ayant même fait l'objet d'une affectation d'une bâtisse située en plein centre-ville (ex-siège de la Direction de l'éducation puis de la DLEP), la station radio locale de Mila n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Couverte encore et toujours par la station régionale de Constantine (Cirta FM), le tutorat a finalement la peau dure. Mila se trouve être parmi les rares wilayas du pays à ne pas disposer de cet outil médiatique de proximité mais est-ce une entorse à la programmation ? Absolument pas, connaissant le train-train de développement dans cette wilaya.

Toujours est-il que radio Constantine essaye tant bien que mal de s'intéresser à cette wilaya, de répercuter les préoccupations de sa population et de couvrir les activités locales. Est-ce en lui accordant une émission de trois heures par semaine, diffusée en direct tous les mardis de 14h à 17h à partir du siège de la wilaya et en ayant autant que faire ce peut un correspondant local trié sur le volet et évoluant sans le moindre moyen matériel ni couverture légale ou officielle ? Mais ça c'est une autre paire de manches qui concerne tous les médias, à quelques exceptions près !

A. M'haimoud

GUELMA

Trente familles veulent leurs logements à Nechmaya

Une trentaine de familles, dans la commune de Nechmaya, à 30 km du chef-lieu de la wilaya de Guelma, sur l'axe de la RN21, reliant Guelma et Annaba, attendent depuis des années leurs logements sociaux participatifs (LSP), mais en vain. Ces pauvres citoyens, qui ont initialement bénéficié de ces 30 logements dans le cadre du LSP programme du président de la République Abdelaziz Bouteflika avant fin 2009, se sont vu paradoxalement signifier, à maintes reprises, le changement du statut juridique de ces logements.

«Les autorités locales à leur tête le wali, nous ont promis de régler définitivement notre problème au plus tard le mois de janvier 2008. A ce jour, la situation de nos 30 logements sociaux participatifs n'a toujours pas été réglée», soutient un bénéficiaire.

A en croire le promoteur privé, la question de revoir le statut juridique de ces 30 logements s'est posée suite à la révision des coûts. Ces malheureux bénéficiaires, ne pouvant donc supporter aucune augmentation des parts de versement ni des nouvelles mensualités qui ont fait l'objet de calcul sur de nouvelles données, attendent une solution à leur problème depuis maintenant plusieurs années, sans grand résultat ! «Nous avons pris possession de ces logements pour faire réagir les pouvoirs publics», dira un autre bénéficiaire. Après, cependant, une longue tractation avec les autorités locales et le promoteur privé, ces derniers ont promis à ces bénéficiaires d'achever complètement les travaux de finition, y compris l'alimentation en électricité d'une part et de revoir les modalités de paiement à la baisse, d'autre part.

B. A.